

GRIMALDI (de) (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Puits, travaux de mines*).

GRIMAUD (Var). Décret, du 28 août 1884, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> Roux, de Fraissinet et C<sup>ie</sup>, en concession de mines de plomb argentifère, zinc, cuivre et autres métaux connexes, dans les communes de —, et autres; III, 265.

GRIMAUD (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Appareils et bateaux à vapeur*).

GRIOT (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Domages* [1°]; *occupations de terrains*).

GRISOU. Rapport du 20 mars 1882, de M. Daubrée, président de la commission du —; I, 149. = Rapport de MM. Mallard et Le Châtelier sur les travaux de la commission du —; I, 133.

GROS (S<sup>r</sup>). Voir MARMEISSAT (*Concession de*).

GROSMÉNIL (le) (Haute-Loire). Voir FONDARY (*Concession de*).

GROZON (Jura). Décret, du 17 décembre 1889, autorisant la Société des anciennes salines domaniales de l'Est à réunir la concession des mines de sel gemme de — aux concessions de même nature de Montmorot et de Salins; VIII, 367.

GUELMA (Algérie). Décret, du 3 mai 1886, rejetant la demande

de la Société Cassar, Médevielle et Xiberras, en concession de mines d'antimoine, mercure et autres métaux connexes, dans la commune de — (département de Constantine); V, 159.

GUÈS (V<sup>ve</sup>) (épouse Guérin). Voir JURISPRUDENCE (*Concessions de mines*).

GUIGUES et consorts (S<sup>rs</sup>). Voir CARROS (*Concession de*).

GUILLARD (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Puits, travaux de mines*).

GUILLAUMES (Alpes-Mari-times). Décret, du 8 avril 1884, rejetant la demande de la Société française des mines de cuivre, en concession de mines de cuivre et autres métaux connexes, dans les communes de — et autres; III, 52.

GUILLEMIN (Consorts). Voir JURISPRUDENCE (*Relevances tréfoncières*).

GUISSEZ, COUSIN ET WEIL (S<sup>rs</sup>). Voir PLANIOLES (*Concession de*).

GUYANE FRANÇAISE. Décret, du 18 mars 1881, réglementant la recherche et l'exploitation des gisements et filons aurifères de la —; II, 313. = Décret, du 27 mai 1882, modifiant les articles 9 et 15 du décret qui précède; II, 320. (Société des mines d'or de la GUYANE FRANÇAISE). Voir JURISPRUDENCE (*Divers*).

## H

HALDY, ROEHLING et C<sup>ie</sup> (S<sup>rs</sup>). Voir AUBOUÉ (*Concession d'*).

HALIA-FILFILA (Société anonyme des gîtes de fer de l'). Voir

AÏN-BEN-MÉROUAN (*Concession d'*).

HALLIER et MOUSSARD (S<sup>rs</sup>). Voir DYNAMITE.

HALOUSE (Orne). Décret, du 8 avril 1884, concédant au s<sup>rs</sup> Cahen, Hautœur, Henry, Rambaud et Salanson, les mines de fer de —; III, 51. = Décret, du 23 mai 1888, autorisant la réunion des deux concessions de mines de fer de — et de Saint-Rémy-sur-Orne (Calvados); VII, 209. = (Concessionnaires des mines de fer de —). Voir CHATELLIER (*Commune du*).

HAMIER (S<sup>r</sup>). Voir DYNAMITE.

HAMMAM-BOU-HADJAR (Algérie). Voir EAUX MINÉRALES (*Sources d'*).

HAMMAM-MÉLOUANE (Algérie). Voir EAUX MINÉRALES (*Sources d'*).

HAMMAM-N'BAILS (Algérie). Voir OUARSENSIS (*Concession de l'*).

HAMMAM-RHIRA (Algérie). Voir EAUX MINÉRALES (*Sources d'*).

HARAS (le) (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 15 février 1882, concédant aux s<sup>rs</sup> Herrier et Parisot, les mines de sel gemme et sources salées du —; I, 9.

HARAUCOURT (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 17 mai 1886, portant: 1° concession aux s<sup>rs</sup> Solvay et C<sup>ie</sup>, des mines de sel gemme et sources salées de —; 2° rejet des demandes concurrentes de la Compagnie de Saint-Gobain, en extension de la concession d'Art-sur-Meurthe; de la Société Daquin et C<sup>ie</sup>, en extension de la concession de Saint-Nicolas; de la Société anonyme des mines de sel et sa-

lines de Rosières et Varangéville, en extension de la concession de Rosières-aux-Salines; V, 178.

HARDINGHEN (Pas-de-Calais). Voir FERQUES (*Concession de*).

HARLAUT (S<sup>r</sup>). Voir LARATH (*Concession de*).

HARVIN (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains*).

HAUCOURT. Décret, du 27 juillet 1889, concédant à la Société des hauts fourneaux de la Chièrs, les mines de fer de —; VIII, 233.

HAUTERIVE (Saône-et-Loire). Voir SURMOULIN, MARGENNE (*Concessions de*).

HAYE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 1<sup>er</sup> juin 1882, concédant au s<sup>r</sup> Paquel et à la Société anonyme lorraine industrielle, les mines de fer de —; I, 194.

HELBEQUE ET DESCODIN (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

HELSON (S<sup>rs</sup>). Voir VELMANYA (*Commune et concession de*).

HÉRIN (Nord). Voir DYNAMITE.

HERMIEU (D<sup>me</sup>) (V<sup>ve</sup> Pissot). Voir VAUCRON (*Concession de*).

HERRIER et PARISOT (S<sup>rs</sup>). Voir HARAS (*Concession du*).

HERSERANGE. Voir MONT-SAINTE-MARTIN (*Concession de*).

HEURE LÉGALE. Loi, du 14 mars 1891, relative à l'adoption de l'heure temps moyen de Paris, comme heure légale en France et en Algérie; X, 58. = Circulaire (du ministre de l'ins-

HEURE LÉGALE (*suite*) :  
truction publique), du 31 juillet  
1894, relative à l'application de  
la loi qui précède ; X, 300.

HEURTIER et C<sup>ie</sup> (Affaire).  
Voir JURISPRUDENCE (*Redevances  
tréfoncières*).

HEYRIEUX (Société anonyme  
des recherches d'). Voir TOUSSIEU  
(*Concession de*).

HOLTZER et C<sup>ie</sup> (Affaire). Voir  
JURISPRUDENCE (*Occupations de  
terrains*).

HOMÉCOURT (Meurthe-et-Mo-  
selle). Décret, du 11 août 1884,  
concéda à la *Société anonyme  
de Vézin-Aulnoye*, les mines de  
fer d'— ; III, 260 ; IV (note de la  
page 230).

HORME (L') (Compagnie ano-  
nyme des fonderies et forges de).  
Voir SAINT-CHAMOND (*Concession  
de*).

HUBAC-DE-JOURDAN (Alpes-  
Maritimes). Voir CERISIER (*Con-  
cession de*).

HUBACS-DE-MANOSQUE (Les)  
(Basses-Alpes). Voir RATEFAR-  
NOUX (*Concession de*).

HUBINET DE SOUBISE

IGONET (Affaire). Voir JURIS-  
PRUDENCE (*Carrières*).

IMBERT (Affaire). Voir JURIS-  
PRUDENCE (*Carrières*).

INFORMATIONS. Circulaire,  
du 22 mars 1883, relative aux —  
à adresser, par les ingénieurs, à  
l'administration centrale, au su-

(Affaire). Voir JURISPRUDENCE  
(*Investitions*).

HUELGOAT (Finistère). Décret,  
du 1<sup>er</sup> février 1886, rejetant la  
demande du s<sup>r</sup> *Lukis*, en conces-  
sion de mines de plomb, argent,  
zinc, cuivre et autres métaux  
connexes, dans les communes  
d'— et autres ; V, 10.

HUILES ET ESSENCES IN-  
FLAMMABLES. Décret, du 12 juil-  
let 1884, modifiant le décret du  
19 mai 1873, sur la fabrication et  
la vente des — ; III, 257. = Décret,  
du 20 mars 1885, modifiant le  
décret du 19 mai 1873 (condi-  
tions de fabrication d'emmagas-  
inement et de vente des —) ;  
IV, 86.

HUISSERIE (L'). (Mayenne).  
Voir DYNAMITE.

HYGIÈNE PUBLIQUE. Décret,  
du 5 janvier 1889, transférant le  
service de l'hygiène publique,  
du ministère du commerce à  
celui de l'Intérieur (les établis-  
sements dangereux, insalubres,  
ou incommodes, les fabriques et  
dépôts d'explosifs restent au  
ministère du commerce) ; VIII,  
281.

HYVERT ET BLAZIN (S<sup>rs</sup>). Voir  
ROUAIROUX (*Commune de*).

## I

jet des événements exception-  
nellement graves ; II, 233.

INGÉNIEURS. Décret, du  
18 février 1882, rétablissant le  
tableau d'avancement ; I, 37. =  
Décret, du 23 février 1882, mo-  
difiant le décret du 10 mai 1854,  
relatif aux frais et honoraires  
des — et gardes-mines ; I, 16. =

Décret, du 26 décembre 1883,  
modifiant celui du 18 février  
1882, relatif au tableau d'avan-  
cement ; II, 433 et 435. = Cir-  
culaire, du 30 octobre 1886, rela-  
tive à la nécessité, pour les —  
d'une autorisation préalable, en  
ce qui concerne les travaux  
d'expertise dont ils peuvent être  
chargés ; V, 282. = Décret, du  
15 juin 1888, relatif aux condi-  
tions dans lesquelles l'honora-  
riat peut être conféré aux — des  
ponts et chaussées et des mines ;  
VII, 209. = Circulaire, du 18 dé-  
cembre 1888, relative aux ren-  
seignements à fournir à l'Admi-  
nistration centrale à l'appui des  
demandes en autorisation d'ac-  
cepter les fonctions d'experts ;  
VII, 383. = Circulaire, du 10 mai  
1890, relative à l'institution,

pour les — des mines, de la  
citation à l'ordre du Corps, à  
raison d'actes de courage et de  
dévouement ; IX, 226. = Décret,  
du 12 juillet 1890, relatif à l'em-  
ploi, en temps de guerre, des —  
des ponts et chaussées et des  
mines, dans le service de l'in-  
tendance militaire ; IX, 263. =  
Circulaire, du 14 août 1891,  
relative aux frais fixes et allo-  
cations accessoires des — et con-  
trôleurs des mines X, 312. Voir  
PERSONNEL.

ISSERPENT (Allier). Décret,  
du 4 mai 1882, autorisant la *So-  
ciété anonyme des hauts four-  
neaux de Chasse*, à exécuter des  
recherches de minerais de fer à  
— ; I, 189.

## J

JABRAUD (S<sup>rs</sup>). Voir OULED-  
KEBEB (*Territoire des*) (Algérie).

JACOMETTI (Affaire). Voir  
JURISPRUDENCE (*Recherches de  
mines*).

JACQUAND (S<sup>r</sup>). Voir BAB  
MTEURBA (*Concession de*).

JAHJET, GORAND, LAMOTTE  
ET C<sup>ie</sup> (S<sup>rs</sup>). Voir BOIS D'AVRIL  
(*Concession du*).

JARNY (Meurthe-et-Moselle).  
Décret, du 18 juin 1886, concé-  
dant à la *Société anonyme des  
hauts fourneaux de Maubeuge*,  
les mines de fer de — ; V, 193.

JAVELLE (Affaire). Voir JURIS-  
PRUDENCE (*Dommages* [1<sup>er</sup>]).

JAY-ROUGE (Doubs). Voir  
SOUVANCE (*Concession de*).

JEUMONT (Nord). Voir DYNA-  
MITE.

JOEUF (Meurthe-et-Moselle).  
Décret, du 17 août 1883, por-  
tant : 1<sup>o</sup> rectification des limites  
des concessions des mines de fer  
de *Filières-la-Grange* et du *Bois-  
de-Briey* (Meurthe-et-Moselle) ;  
2<sup>o</sup> extension de la première de  
ces concessions ; 3<sup>o</sup> fusion en  
une seule concession dite de —  
des dites concessions de *Filières-  
la-Grange*, ainsi agrandie et du  
*Bois-de-Briey* ; IV, 226.

JOUAVILLE (Meurthe-et-Mo-  
selle). Décret, du 19 mars 1887,  
concéda à la *Société des hauts  
fourneaux de Saulnes*, les mines  
de fer de — ; VI, 128.

JOUGLET (Affaire). Voir JURIS-  
PRUDENCE (*Divers*).

JUMEAUX (Compagnie des  
mines de). Voir JURISPRUDENCE.